



Solidarité avec les luttes en Guadeloupe !



Non au couvre feu, non à la répression du mouvement social, à bas la politique coloniale du gouvernement !

La grève des petits planteurs de la canne et le bras de fer qu'ils ont engagé avec les propriétaires Békés de la filière révèlent une fois de plus le caractère colonial de la politique de l'État français qui soutient l'agrobusiness contre les intérêts des travailleuses et travailleurs de Guadeloupe. Alors que les deux plus grosses entreprises de transformation sont largement subventionnées par l'État (plus de 60 %), celles-ci écrasent et exploitent les petits exploitants qui réclament un juste paiement de la tonne de canne. Après 2 mois de mouvement, alors qu'une grosse partie de la récolte risque de pourrir sur pied, le gouvernement a clairement choisi son camp.

C'est dans cette situation sociale tendue, à la veille d'une journée de grève générale, que le ministre de l'Intérieur annonçait un couvre-feu pour les jeunes dans plusieurs villes de Guadeloupe. Loin de répondre aux problèmes du chômage de masse, de la vie chère, de la disparition des services publics, de l'accès à l'eau potable pour toutes et tous, cette mesure démagogique tombe à point pour tenter de neutraliser le mouvement de protestation qui se structure depuis plusieurs semaines.

L'union syndicale Solidaires, réunie à Toulouse pour son neuvième congrès, apporte son entier soutien aux luttes en cours en Guadeloupe, et appui avec force l'action du Lakou-LKP qui dénonce le couvre-feu mis en œuvre par Darmanin en plein mouvement social.